

notion religieuse de la seule union possible, celle entre un homme et une femme. Bien évidemment, le droit à l'avortement est en danger. En effet, cette nouvelle Constitution affirme : « Depuis sa conception, la vie mérite d'être protégée comme un droit humain fondamental. La vie et la dignité humaine sont inviolables. » Ou encore : « La vie du fœtus doit être protégée à partir du moment de sa conception. » Il y a comme un relent de vaticanerie qui s'exhale de tels propos.

Nommer les extrêmes « extrême »

En France, le plus souvent, les médias de masse, et nombre de politologues télévisuels – ceux qui, en 2007, à la suite de piètres résultats électoraux, prédisaient un effacement du FN de la carte politique française –, parlent de populisme – un terme d'une grande ambiguïté – et de positions ultraconservatrices, ou préfèrent pratiquer la déconsidération via l'accusation d'eurosepticisme (ce qui permet notamment de fondre dans la même catégorie « populiste/euroseptique » les extrêmes droites et les extrêmes gauches, ces dernières refusant, bien évidemment, une construction européenne capitaliste). Or, c'est le terme « réactionnaire » qui serait

idoine, en ce sens que les références de cette Hongrie fantasmée lorgnent vers un passé idéalisé, celui d'une Hongrie monarchique, éclos dans le berceau spirituel du christianisme. De la sorte, les commentateurs rechignent à asséner qu'il s'agit là d'un régime caractérisé, outre un clientélisme foncier, par un syncrétisme d'extrême droite ethniste et national-chrétien³. En un mot : un « essentialisme ». En un autre mot, pour qui veut une référence historique connue et emblématique : un « pétainisme ». Il est toujours délicat de transposer dans un ailleurs temporel et géographique un terme aussi connoté ; cependant une remarque l'autorise : les extrêmes droites sont toujours des idéologies mixtes, et le pétainisme était caractérisé par un ancrage chrétien, un traditionalisme, un rigorisme moral et un enfermement des mœurs, une référence permanente à la terre et au travail, adéquatements condensés dans la devise « travail, famille, patrie ». C'est une doctrine matricielle, moins singulière et absolue que le nazisme, qui peut servir d'aune pour évaluer toutes les doctrines dévastatrices de l'idée même d'humanité une et multiple. Vu de France, et de nos réfé-

rences historiques, c'est un néopétainisme européen qui se dessine, celui auquel rêve Le Pen depuis plus de cinquante ans. **M. S.**

1. En mai 2007, au moment de l'élection à la présidence de la République française du futur propagandiste de l'identité nationale, il déclarait : « C'est une ironie de l'histoire que les Français élisent maintenant leur Jörg Haider, et une satisfaction que le Napoléon de poche, Jacques Chirac, appartienne désormais au passé. »

2. Rappel : traité international (onusien) visant à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

3. Il existe certes en Hongrie un parti encore plus à droite, et foncièrement antisémite, le Jobbik, en ce sens qu'il se distingue du Fidesz quant à son opposition totale à la construction européenne ; or la Hongrie du Fidesz préside actuellement l'Union européenne.

Sur les terres d'Almeria

LES CONDITIONS DE TRAVAIL dans les serres de la région d'Almería sont continuellement dénoncées par le Soc¹ et son porte-parole, Spitou Mendy. Il faut dire que ces conditions sont assez proches de l'esclavage. La main-d'œuvre qui y est employée est exclusivement composée de travailleurs immigrés « logés » dans des cabanes sans eau ni électricité, loin des centres urbains. Cette situation est également dénoncée par la Plateforme pour une agriculture socialement durable², association basée à Gland, en Suisse.

La Plateforme invite les consommateurs européens à soutenir la lutte des travailleurs de l'entreprise espagnole Bio Sol Portocarrero.

Nous l'avons dit, l'exploitation éhontée des travailleurs immigrés dans la « mer de plastique » d'Almería a été maintes fois dénoncée par le Soc (nous en avons régulièrement rendu compte dans *Le Monde libertaire*). Le Soc appelle aussi au soutien des consommateurs contre le licenciement sans motif des salariées marocaines de l'entreprise Bio Sol Portocarrero. Ces femmes immigrées ont travaillé durant des années dans des conditions d'exploitation maximale : logements en bidonvilles, salaires minimums, heures supplémentaires non payées, travail à la chaîne avec pause de cinq minutes maxi pour aller aux toilettes...



Bio Sol qui est une des plus grandes entreprises de la région d'Almería, se présente comme un modèle de la production de fruits et légumes « bio » (créneau de plus en plus juteux). 98 % des récoltes sont destinés à l'exportation sur le marché européen. Les conditions de travail particulièrement scandaleuses dans cette région ont été également dénoncées dans la presse notamment suisse, anglaise (*Guardian*) et française (*Le Monde libertaire*), etc. Du coup, les grands distributeurs en Suisse ont été amenés à exiger certaines explications à Bio Sol, et à stopper leurs commandes dans l'attente de réponses satisfaisantes à leurs questions.

Pour appuyer les revendications du Soc, la Plateforme invite les consommateurs à

adresser des messages de protestation contre l'exploitation des migrants à l'entreprise Bio Sol Portocarrero, Carretera de Nijar San José, E. 04 100-Nijar, Almería, ainsi qu'à l'association des entrepreneurs d'Almería : Asempal, Paseo de Almería, 69, 7a planta, E. 04 001-Almería. Ces actions s'inscriraient dans un soutien au Soc, pour l'obtention de conditions sociales décentes et particulièrement dans une production qui se prétend écologique et durable.

Ramon Pino

Groupe Pierre-Besnard
de la Fédération anarchiste

1. Soc : syndicat des ouvriers agricoles (surtout implanté en Andalousie).

2. Plateforme pour une agriculture socialement durable : regroupe des organisations de producteurs agricoles, des syndicats, des associations de consommateurs, des organisations de défense des migrants, des organisations de défense de l'environnement, des organisations politiques et des individuels. S'est donné pour objectif de créer des conditions de travail équitables pour l'ensemble des travailleurs de la filière agroalimentaire.